

Créer un hémisphère d'opportunités



**Fondation
Panaméricaine
de Développement
Rapport annuel 2010**



Table des matières

- 3** Vision, Mission, Valeurs
- 4** Lettre du Président d'honneur
- 6** Lettre du Président et du Directeur exécutif
- 8** La PADF en quelques chiffres
- 12** Unis pour Haïti
- 14** Reconstruire Haïti
- 16** Agir face aux catastrophes
- 18** Dons en nature
- 20** Développement durable
- 22** Développement communautaire
- 24** Partenariats avec les secteurs public et privé
- 26** Héros de l'hémisphère
- 28** Donateurs
- 30** Conseil d'administration
- 31** Personnel de la PADF
- 32** Créer un hémisphère d'opportunités : Cinq décennies d'accomplissements
- 35** Rapports financiers
- 44** Comment contribuer





Vision

Un hémisphère
d'opportunités pour tous

Mission

La mission de la Fondation Panaméricaine de Développement consiste à donner aux personnes et aux communautés défavorisées d'Amérique latine et des Caraïbes les moyens d'accomplir des progrès économiques et sociaux durables, de renforcer leurs communautés et leur société civile, et de se préparer et répondre aux catastrophes naturelles et autres crises humanitaires, en faisant ainsi avancer les principes de l'Organisation des États Américains.

Valeurs

1. Innover et prendre des risques pour répondre aux besoins
2. Honorer notre mandat
3. Résultats durables
4. Excellence en prestation de services
5. Respect de tous nos partenaires et de toutes les personnes que nous aidons
6. Travail d'équipe et communication ouverte
7. Intégrité et fidélité envers nos partenaires, donateurs et bénéficiaires
8. Responsabilité et transparence de nos opérations
9. Promesse de développement personnel et professionnel à nos employés

Une année d'opportunités et de solidarité interaméricaine

Alors que la Fondation
Panaméricaine de
Développement (PADF)
s'approche de sa 50ème année
d'efforts en vue de répondre aux
besoins des personnes
défavorisées en Amérique latine
et dans les Caraïbes, je suis fier
d'affirmer que cette année a été
l'une des plus fructueuses.

José Miguel Insulza

Secrétaire général de l'Organisation
des États Américains et
Président d'honneur du Conseil
d'administration de la PADF

D'Haïti au Chili, la PADF a amélioré la vie de millions de personnes en répondant aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires, en favorisant le développement intégral, qui crée de nouvelles opportunités, et en renforçant la société civile conformément à la Charte démocratique interaméricaine. **La PADF est reconnue à juste titre pour donner aux communautés locales les moyens de mieux défendre et répondre à leurs propres besoins en matière de développement.**

La PADF incarne l'esprit de solidarité hémisphérique qui a inspiré ceux qui sont à l'origine de la création du Système interaméricain il y a plus d'un siècle. Leur vision consistait à établir des mécanismes favorisant la paix et la prospérité par le biais de la coopération et du développement à l'échelle régionale. Il y a exactement un siècle, ces pionniers avant-gardistes du multilatéralisme achevaient la construction du bâtiment principal de l'Organisation des États Américains, un symbole durable des idéaux de l'esprit panaméricain qui motive encore la PADF aujourd'hui.

Ces visionnaires affirmaient que le bâtiment de l'OEA était « ...une structure qui sera autonome, la première du genre—un temple dédié à la paix et à l'amitié internationales... Que tous les Américains se sentent ici chez eux, car ce lieu leur appartient et est le produit d'un effort commun et l'instrument d'un but commun. »

La notion d'un « effort commun » est aussi importante aujourd'hui pour l'OEA et la PADF qu'elle l'était pour ceux qui ont établi le Système interaméricain il y a un siècle. La PADF poursuit aujourd'hui ces idéaux de longue date, par le

biais de programmes qui offrent des opportunités économiques et sociales durables aux plus démunis, qui renforcent les institutions démocratiques et la participation locale, et qui sont porteurs d'espoir pour ceux qui souffrent de catastrophes naturelles et d'exclusion du cœur de leurs propres sociétés.

Les succès de la PADF sont le résultat de plusieurs facteurs, dont une connaissance approfondie des communautés locales, des programmes hautement novateurs et créatifs, et la mobilisation réelle de la volonté du secteur privé pour fournir de l'assistance en termes de développement, de démocratie et de secours aux sinistrés. Les autres éléments clés de cette réussite sont le Conseil d'administration largement représentatif de la PADF, son personnel dévoué et sa relation étroite avec l'OEA et d'autres agences interaméricaines. Les membres de notre Conseil d'administration offrent différentes perspectives représentant l'ensemble du continent américain. Ils font volontairement don de leur temps pour diriger la Fondation, fixer ses priorités stratégiques et soutenir ses programmes d'assistance clés.

Ces douze derniers mois ont été synonymes d'un grand nombre de défis et d'opportunités. Mais ensemble, l'OEA et la PADF ont répondu présentes. Nous avons vu davantage d'institutions collaborer pour faire progresser les objectifs de développement et les valeurs démocratiques que nous partageons. C'est ce type de collaboration qui nous rend plus forts et nous permet d'aider ceux qui en ont le plus besoin.

Davantage d'espoir et d'opportunités dans la région

Francis D. Gómez
Président du Conseil
d'administration

John A. Sanbrailo
Directeur exécutif

L'année passée restera dans les annales à la fois pour ses tragédies et ses victoires, pour l'esprit de générosité, et pour le désir de reconstruire. Nos voisins en Haïti et au Chili ont été affectés par deux des pires catastrophes naturelles au monde et de notre époque. En Haïti, plus de 300.000 personnes ont péri dans le tremblement de terre du 12 janvier. Moins de deux mois plus tard, un séisme de 8,8 sur l'échelle de Richter frappait le Chili, laissant environ 1,5 million de personnes sans abri.

La Fondation Panaméricaine de Développement et ses partenaires ont immédiatement répondu pour soutenir les souffrants, abriter les sans-logis et commencer un processus de reconstruction. Grâce au soutien de l'Organisation des États Américains, d'autres agences internationales, de donateurs institutionnels et privés et d'organisations non gouvernementales, la PADF a aidé des millions de survivants dans ces deux pays.

Tous les efforts que nous avons déployés en 2010 – secours aux sinistrés, reconstruction, création de moyens de subsistance durables et renforcement de la société civile – ont permis d'aider plus de 10 millions de bénéficiaires dans 22 pays.

Cela a été possible grâce à un budget de 55 millions de dollars américains alloué aux programmes, l'un des budgets les plus importants de l'histoire de la Fondation.

En Colombie, nos neuf bureaux locaux ont touché plus de 160.000 personnes. Les efforts de la PADF se sont concentrés sur la provision de moyens de subsistance durables auprès des personnes déplacées, le soutien des afro-descendants et des communautés autochtones, l'aide aux anciens producteurs de coca pour qu'ils commencent une nouvelle vie, ainsi que d'autres initiatives. Grâce à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), à l'organisation colombienne Acción Social, et à de nombreux autres donateurs des secteurs public et privé, nous avons mis en œuvre des programmes novateurs qui ont permis d'obtenir des résultats éprouvés et mesurables.

En Haïti, plus de 2,2 millions de personnes ont bénéficié de nos actions de secours aux sinistrés, de développement axé sur les communautés, et

de protection des droits humains des populations les plus vulnérables. La Banque mondiale, l'USAID, Chevron, Caterpillar, Royal Caribbean International et nos autres donateurs ont été rejoints par de nouveaux contributeurs comme MoneyGram et Warner Music, entre autres, pour soutenir les 3 « R » de la PADF : Replacer les individus dans des logements sûrs, Reconstruire les quartiers et Restaurer les moyens de subsistance.

Conformément à la Charte démocratique interaméricaine, la PADF n'a cessé d'être un acteur principal du renforcement de la société civile dans l'ensemble de la région. Au cours des cinquante dernières années, nous avons engagé près de 5.000 organisations non gouvernementales et groupes communautaires dans chaque pays de l'hémisphère, dans leur effort de donner aux citoyens les moyens de déterminer leur propre destinée. Au cours de l'année passée, nous avons assisté des organisations en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, en République dominicaine, en Équateur, au Salvador, en Jamaïque, au Pérou et au Venezuela, entre autres.

Alors que la PADF se tourne vers l'avenir, elle accumule une riche expérience de plus de cinq décennies et met en application les nombreuses leçons apprises grâce à ses programmes. Chaque jour, nous utilisons cette expérience pour développer et améliorer davantage nos programmes, pour qu'ils contribuent encore plus à notre vision consistant à « Créer un hémisphère d'opportunités pour tous ». **Nous remercions tous les membres de notre Conseil d'administration et de notre Comité consultatif, et, bien sûr, nos employés dévoués œuvrant dans nos bureaux et sur le terrain.**



La PADF en quelques chiffres

COLOMBIE

Le travail de la PADF en Colombie met fortement l'accent sur l'engagement des populations vulnérables par l'intermédiaire de son réseau de **18 bureaux locaux, qui ont touché plus de 160.344 bénéficiaires** au cours de l'année fiscale.

- Soutien de 77.156 personnes déplacées à l'intérieur du pays, grâce à une gamme d'aide comprenant des services éducatifs et psychologiques, une nouvelle infrastructure et des formations professionnelles.
- 41.311 personnes ont été soutenues afin de trouver des alternatives viables à la culture de coca.
- Protection des droits de 5.651 enfants et enseignement de la citoyenneté responsable.
- Coordination et exécution de programmes d'assistance qui renforcent les populations afrocolombiennes et autochtones dans les États de Guajira, Nariño, Cauca et Valle del Cauca.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

- Impact positif sur la vie de plus de **135.000 habitants** des régions frontalières dominico-haïtiennes, grâce à une combinaison de formations et d'assistance technique visant à améliorer la production locale et à réduire les conflits transfrontaliers.
- Tenue d'une conférence binationale pour débattre des résultats et des issues du projet dominico-haïtien « Notre frontière » avec toutes les parties prenantes importantes.
- Publication d'une étude des sources de confits le long de et à travers la frontière dominico-haïtienne.



HAÏTI

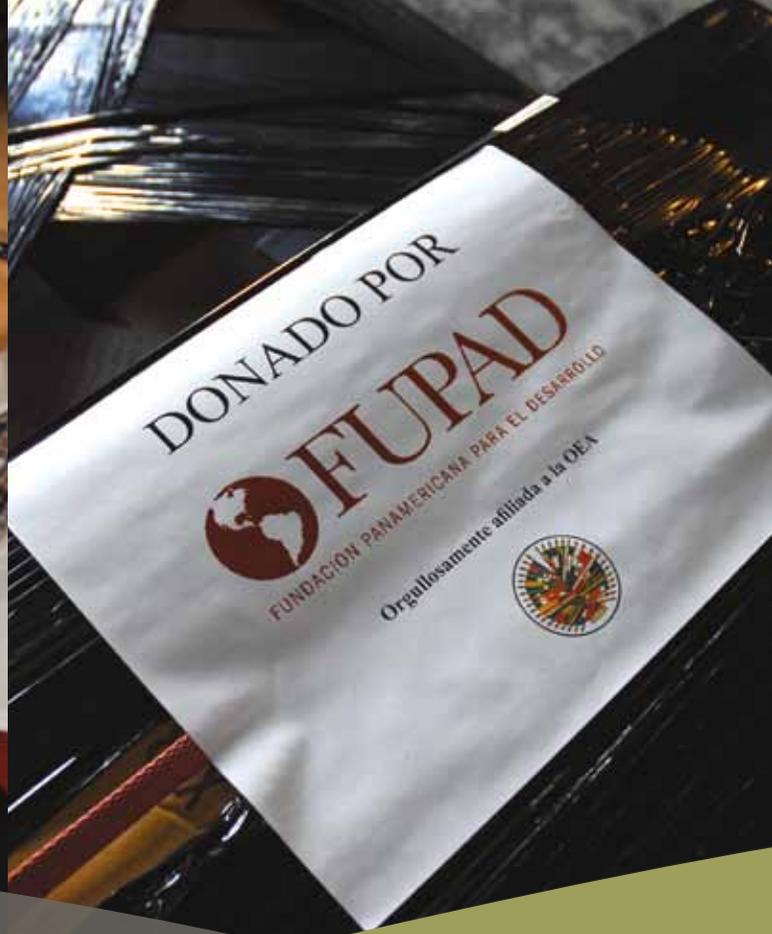
La PADF travaille directement avec les Haïtiens par l'intermédiaire d'un réseau de 7 bureaux locaux qui ont bénéficié à plus de 2,7 millions de personnes.

- Exécution d'un vaste programme d'évaluation dans le cadre duquel plus de **389.000 bâtiments à Port-au-Prince ont été inspectés afin d'en déterminer leur sûreté structurelle.**
- **Plus d'1,7 million de personnes** ont été aidées au cours des 12 premiers mois faisant suite au tremblement de terre du 12 janvier, en leur fournissant de la nourriture, de l'eau et des bâches de protection, en déblayant les décombres et en leur offrant des emplois temporaires.
- Soutien aux victimes de l'exploitation et de la violence à l'encontre des femmes dans 27

camps de déplacement, immédiatement après le tremblement de terre.

- Publication des résultats de la première enquête interne exhaustive sur le trafic d'enfants et le restavèk à Haïti.
- Organisation de formations dans les quatre principaux points frontaliers entre Haïti et la République dominicaine, afin d'aider à réduire la traite des personnes potentielle, en formant les fonctionnaires élus et nommés, en collaboration avec des organisations de base.

En 2010, la PADF a aidé plus de 10 millions de bénéficiaires dans 22 pays, grâce à ses programmes de secours aux sinistrés, de reconstruction, de moyens de subsistance durables et de renforcement de la société civile. Cela a été rendu possible grâce à un budget de 55 millions de dollars alloué à ces programmes, l'un des budgets les plus importants de l'histoire de la Fondation.



La PADF en quelques chiffres (suite)

ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

- Assistance auprès de 23.970 bénéficiaires dans 11 pays, dont l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Jamaïque, la Colombie, Sainte-Lucie, le Belize, la République dominicaine, Haïti et le Panama, grâce à des initiatives de responsabilité sociale des entreprises.
- Augmentation de la participation du secteur privé dans le programme novateur de gestion des catastrophes et d'interventions en cas d'urgence, qui a permis d'obtenir des résultats dans différents pays, dont le Chili, le Salvador, le Guatemala, le Pérou et Sainte-Lucie.
- Création de 15 nouveaux partenariats avec des entreprises et d'autres fondations.

DONS EN NATURE (SANTÉ ET OUTILS)

- La PADF a fourni à un total d'1.511.892 bénéficiaires dans neuf pays des dons de matériel médical, d'outils professionnels, d'ordinateurs et de nourriture, représentant une valeur de plus de 5,1 millions de dollars. Cette distribution a été répartie ainsi :
- 569.300 bénéficiaires ont reçu du matériel médical, dentaire et professionnel, ainsi que des provisions.
- 942.592 bénéficiaires de distribution d'aide humanitaire et alimentaire auprès des sinistrés.

En travaillant en partenariat avec des organisations sans but lucratif locales, la PADF est en mesure d'assister certaines des personnes les plus démunies sur le continent américain, comme celles qui sont piégées dans la pauvreté et des zones de conflits, les personnes déplacées et autochtones, les populations afro-descendantes, les victimes de catastrophes naturelles et les autres groupes vulnérables.



RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉGIONALE

- Mise en œuvre de programmes de communication efficaces, qui diffusent des informations sur la démocratie et la participation citoyenne auprès de segments clés de la population.
- Parrainage de formations destinées aux micro-entreprises.
- **Provision d'assistance technique, de soutien financier, d'échanges et d'équipement auprès de centaines d'organisations de la société civile.**
- Renforcement des organisations de la société civile et des relations le long de la frontière dominico-haïtienne, à Cuba, au Venezuela, en Colombie, en Haïti et dans d'autres pays.
- Organisation d'ateliers liés à la prévention des catastrophes et aux réseaux d'urgence.
- Publications et rapports sur l'accès à la justice, les droits humains, les campagnes citoyennes, les droits de libre association, la réduction et le suivi de la violence, le journalisme d'enquête, le droit de la femme et les droits sociaux.

AIDE HUMANITAIRE ET ATTÉNUATION DES CATASTROPHES NATURELLES

- **Aide humanitaire immédiate, provision de matériel médical, reconstruction d'hôpitaux et de logements pour plus de 500 000 bénéficiaires** après le tremblement de terre le plus fort au monde au cours des 50 dernières années qui a affecté le Chili.
- Aide humanitaire et assistance à Haïti, au Chili, au Pérou, au Salvador, à Sainte-Lucie et au Guatemala.
- Aide auprès de 1 000 bénéficiaires directs, grâce à des programmes d'atténuation des catastrophes, de planification de la continuité des entreprises et de préparation communautaire.
- **Organisée par la PADF, la Conférence d'intégration régionale de l'alliance pour la gestion des catastrophes** a réuni plus de 55 participants représentant 10 pays et une variété de secteurs commerciaux, pour débattre de l'importance de la préparation et de l'atténuation des catastrophes.

Secours aux sinistrés et reconstruction après le séisme

Fournir de la nourriture aux survivants du séisme du 12 janvier est devenu une priorité pour la PADF, car l'accès à la nourriture était gravement affecté pour des millions d'Haïtiens vivant à Port-au-Prince et dans d'autres régions.

Il était 16h53 le 12 janvier 2010, et les Haïtiens se préparaient pour la plupart à une soirée comme les autres. Puis le pays a changé pour toujours. Atteignant 7,0 sur l'échelle de Richter, le séisme fut vif, puissant et dévastateur, tuant plus de 316.000 personnes, laissant près d'1,2 million de personnes sans abri et ruinant l'économie déjà fragile de la nation. La PADF et ses partenaires ont répondu immédiatement depuis leurs bureaux de Port-au-Prince, Washington, et Santo Domingo. Face à des défis énormes, le Directeur sénior des programmes caribéens de la PADF, Dan O'Neil, a organisé—et dirigé—l'un des premiers ravitaillements par voie terrestre de la République dominicaine à Port-au-Prince. Grâce à une équipe de 150 employés en Haïti et à un réseau d'organisations de base établi avant ce séisme dévastateur, la PADF a été en mesure de distribuer de l'eau, de la nourriture, des médicaments, des vêtements, des tentes et des bâches de protection, et de mettre en œuvre des programmes indispensables liés à l'emploi. Son programme de protection des droits humains s'est concentré, entre autres, sur la prévention des viols, les services psychologiques et le renforcement de l'action des services sociaux gouvernementaux.

Hors de l'île, les entreprises et les particuliers se sont mobilisés pour soutenir Haïti. Grâce à l'initiative « Je suis uni pour Haïti » de la PADF, plus de 200 tonnes d'approvisionnement de secours ont été envoyées. Entre le 13 janvier et le 30 septembre, la PADF a reçu et distribué 2,2 millions de dollars en dons du secteur privé et de particuliers au bénéfice d'Haïti.

Ces dons ont bénéficié à plus d'1,7 million de personnes—l'effort humanitaire le plus important jamais réalisé par la PADF.

Pour aider à reconstruire Haïti, la PADF a lancé en mai une stratégie qu'elle appelle les trois « R ».

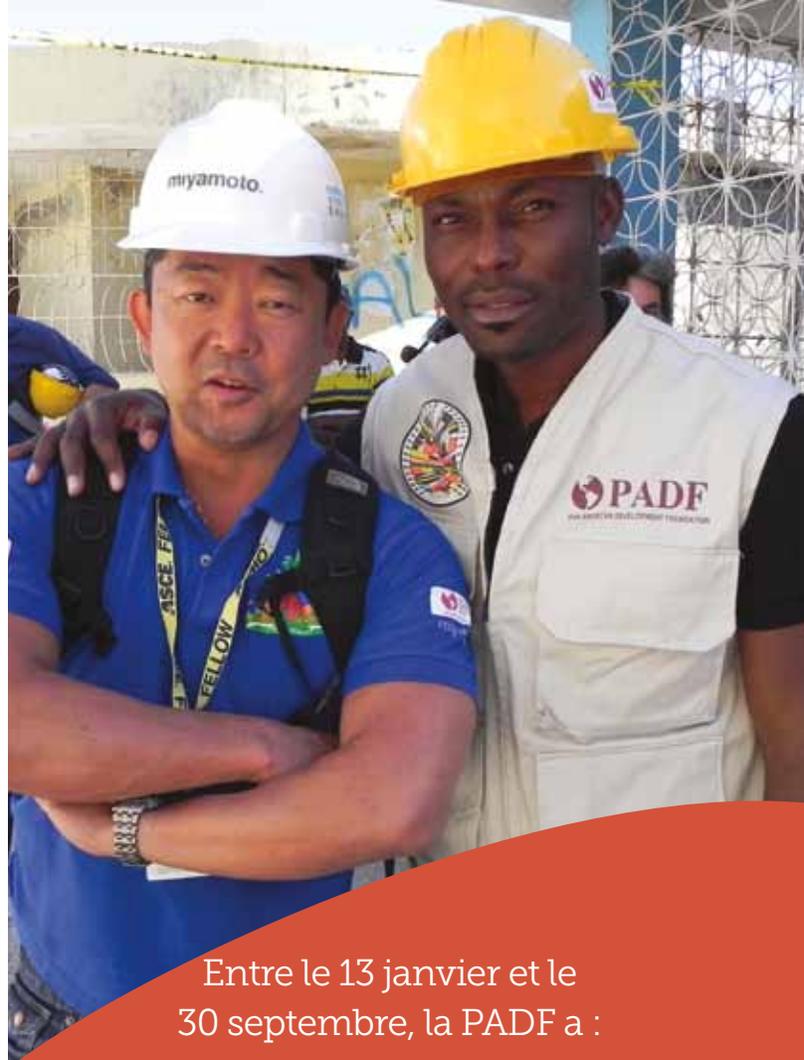
REPLACER LES INDIVIDUS DANS DES LOGEMENTS

SÛRS : La PADF, le Ministère des Travaux Publics d'Haïti, Miyamoto International et d'autres partenaires ont évalué plus de 389.000 foyers pour en déterminer la salubrité et quelles réparations étaient requises. Cela a aidé à replacer de nombreuses personnes des camps de déplacements à des foyers sûrs. Grâce au soutien du Bureau pour l'Aide aux Catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de la Banque mondiale, des professionnels de la reconstruction ont formé des ingénieurs, maçons et entrepreneurs haïtiens sur l'utilisation de techniques de construction plus sûres, un héritage qui aidera le pays au cours des années à venir.

RECONSTRUIRE LES QUARTIERS : La PADF a rassemblé des ressources et mobilisé des équipes pour poursuivre la tâche délicate de transformer des quartiers endommagés et détruits en communautés vivables, en réparant les routes et les foyers et en revitalisant l'infrastructure.

RESTAURER LES MOYENS DE SUBSISTANCE : Les Haïtiens étaient désireux de soutenir leurs familles et de reconstruire leurs communautés. Grâce à l'aide de l'USAID, la Banque mondiale, Caterpillar et d'autres donateurs, la PADF a travaillé avec les communautés pour créer des emplois et des opportunités de subsistance. Cela garantit la durabilité et la croissance des emplois dans les zones les plus gravement touchées.

Haïti a encore besoin d'aide. Mais en réunissant les parties prenantes pour répondre aux besoins des individus, nous pouvons faire partie de la reconstruction d'une Haïti plus forte et plus saine.



Entre le 13 janvier et le 30 septembre, la PADF a :

- envoyé plus de **200 tonnes d'approvisionnement de secours** par voies terrestre, maritime et aérienne.
- reçu et distribué **2,2 millions de dollars** en dons de particuliers et du secteur privé.



Replacer les individus dans des logements sûrs

L'ingénieur haïtien Yves Bellevue a supervisé de façon étroite un groupe de maçons chargé de réparer un foyer endommagé dans le quartier Delmas 32. Ces maçons ont été récemment formés afin d'utiliser des techniques conformes aux normes internationales pour la réparation de foyers endommagés par un séisme, et M. Bellevue était satisfait de leur travail.

La PADF a formé 400 ingénieurs qui ont inspecté plus de 389.000 édifices foyers dans la capitale—l'évaluation la plus vaste jamais réalisée pour une catastrophe de cette envergure—dans le cadre d'un programme financé par le Bureau pour l'Aide aux Catastrophes à l'étranger de l'USAID et la Banque mondiale, qui est géré par la PADF en collaboration avec le Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Communications (MTPTC) d'Haïti.

La PADF a engagé les services de Miyamoto International pour former des ingénieurs structurels haïtiens sous la supervision du MTPTC, en vue d'inspecter les bâtiments et de les évaluer en utilisant les normes internationales selon un marquage de couleurs : un marquage rouge désigne un bâtiment fortement endommagé et insalubre, un marquage jaune désigne un bâtiment endommagé pouvant être utilisé après des réparations, et un marquage vert désigne un bâtiment sans danger pouvant être occupé.

Dans l'ensemble de la capitale, ces inspecteurs ont découvert que 54 % des bâtiments étaient sûrs, 26 % exigeaient des réparations et 20 % devaient être démolis.

Ce programme d'évaluation a indiqué que la priorité était de réparer les plus de 90.000 bâtiments marqués en jaune. **Il s'agit de la méthode la plus rapide et la moins onéreuse pour faire sortir des milliers de personnes des camps de déplacement. De plus, les réparations sont 300 %**

plus robustes qu'avant et rendent les bâtiments plus résistants aux séismes et aux ouragans.

Pendant le processus d'inspection des bâtiments jaunes, les ingénieurs ont identifié 12 types de fissures. Dans chaque bâtiment le type de dommage est marqués sur les murs. Lorsque les constructeurs se rendent dans un bâtiment jaune, ils sont en mesure de faire correspondre l'inspection avec des réparations autorisées par le gouvernement.

« Notre travail est d'être professeurs », explique Miyamoto au sujet du programme consistant à former les maçons et constructeurs haïtiens. « Les maçons posent tout le temps des questions. Leurs maçons ne sont pas mauvais du tout. Ils ont juste besoin d'affiner leurs techniques. Les mettre à niveau avec les normes internationales n'exige pas énormément de temps. »

Âgé de 34 ans, M. Bellevue sait aussi que ce vaste projet développe les compétences des maçons, des ouvriers en bâtiments et de ses collègues ingénieurs.

« En tant qu'ingénieur administrateur, cette expérience a été une grande chance pour moi », affirme-t-il.

« Je suis en mesure d'apprendre et d'enseigner de nouvelles techniques. C'est tellement important pour Haïti. Sans cela, nous ne serions pas capables de reconstruire le pays. »

Ces techniques et les foyers réparés aident à construire une Haïti plus forte.



La PADF a formé
400
ingénieurs qui ont
inspecté plus de
389.000 foyers
dans la capitale—
l'évaluation la plus
vaste jamais réalisée
pour une catastrophe
de cette envergure.



Le programme de marquage et de réparation des foyers de la PADF a évalué la sûreté structurelle de plus de 389.000 foyers à Port-au-Prince, permettant à des familles vivant dans la rue ou dans des camps de fortune de rentrer chez elles et de commencer à reconstruire leurs vies.

La PADF répond à l'appel au secours du Chili

Il était juste un peu plus de 3h30 lorsque les premières ondes de choc du puissant tremblement de terre se firent sentir—et elles continuèrent pendant près de trois minutes d'agonie. Réveillés par le mouvement et le bruit, un grand nombre de Chiliens effrayés n'avaient jamais vécu une expérience de ce genre.

Le séisme de 8,8 sur l'échelle de Richter, le cinquième séisme le plus important au



monde depuis 1900, frappa le 27 février et fit trembler six régions du Chili, affectant environ 80 % de la population. Plus de 520 personnes périrent dans la catastrophe et environ 12.000 furent blessées. Au moment où le séisme a été le plus puissant, près de 800.000 personnes furent déplacées.

Mais cette catastrophe sismique n'affecta pas seulement les bâtiments. Environ 30 minutes après la secousse initiale, le premier tsunami s'écrasa sur la côte, touchant gravement la ville de Concepción. Plus tard, une autre vague géante s'écrasait près de Valparaiso. Environ 4.200 bateaux furent détruits ou endommagés par ces tsunamis qui frappèrent la région de Valparaiso-Concepción-Constitución, selon l'étude géologique des États-Unis.

La Présidente Michelle Bachelet lança un appel à l'aide internationale, qualifiant le séisme et les tsunamis de « sans précédent ».

La PADF, déjà totalement engagée en Haïti suite au tremblement de terre du 12 janvier, répondit immédiatement à l'appel de la Présidente Bachelet. La PADF mobilisa des ressources et alerta son réseau afin d'obtenir du soutien pour résoudre la crise humanitaire au Chili.

Praxair, Lockheed Martin, MoneyGram, Royal Caribbean International et



d'autres sociétés se portèrent immédiatement volontaires.

La PADF s'appuya sur plus de 750.000 dollars en espèces et en dons en faveur du peuple chilien pour mettre l'accent sur la santé et les opportunités économiques durables.

En collaboration avec l'Organisation des États

Américains, le gouvernement chilien, le Commandement du Sud des États-Unis, le secteur privé et des organisations non gouvernementales, la PADF a mis en œuvre des plans de secours et de reprise pour aider les survivants à se remettre sur pied.

Le long de la côte qui avait été frappée par l'énorme tsunami, la PADF a collaboré avec la Chambre Américaine du Commerce au Chili et une association régionale appelée *Mar de Esperanza* (Mer d'espoir) pour acheter de nouveaux bateaux en fibre de verre de 26 pieds, des hors-bords de 40 chevaux, du matériel de gréement et d'autres accessoires destinés aux pêcheurs utilisant de petits bateaux.

D'autres parties du Chili avaient également besoin d'aide et la PADF leur a fourni son soutien.

Par exemple, un centre de réhabilitation des brûlés pour enfants de premier plan à Santiago appelé COANIQUEM avait été gravement endommagé par le



séisme. Cela représentait une perte considérable à la fois pour le Chili et la région entière, puisque COANIQUEM fournit des services complets de

Un jeune enfant traité à COANIQUEM, un centre de réhabilitation des brûlés de premier plan à Santiago, la capitale chilienne, qui a reçu le soutien de la PADF pour reconstruire l'infrastructure endommagée durant le tremblement de terre survenu en février.

réhabilitation gratuitement aux enfants gravement brûlés dans l'ensemble de l'Amérique latine. Avant le séisme, il traitait en moyenne 8 000 enfants par an.

La PADF a expédié du matériel médical et d'autres ravitaillements à un hôpital important qui traite les résidents les plus démunis des villes de Santiago, Linares et Pucón. L'hôpital de l'Universidad Autónoma de Chile en Temuco était endommagé et avait besoin de nouveaux lits et de matériel additionnel, qui furent expédiés depuis les États-Unis.

Malgré les normes de construction strictes du Chili, des milliers de personnes s'étaient retrouvées sans logement et avaient besoin d'un abri de façon urgente. La PADF a versé des fonds à l'organisation sans but lucratif

La PADF a aidé à acheter de nouveaux bateaux en fibre de verre, des hors bords, du matériel de gréement et d'autres accessoires pour les pêcheurs. Nous avons également **expédié du matériel médical** et d'autres ravitaillements à un hôpital important qui traite les résidents les plus démunis des villes de Santiago, Linares et Pucón.

Un Techo Para mi País en vue de reconstruire des foyers et de redonner espoir aux victimes du tremblement de terre.

Comment les dons sauvent des vies et changent les communautés

Pendant que les membres du personnel au sol de l'Aéroport international de Miami poussaient les palettes à travers la porte de chargement du jet 767-300, ils savaient qu'il ne s'agissait pas d'un vol ordinaire. Ces palettes étaient pleines de nourriture, de médicaments et d'autres provisions de secours désespérément nécessaires en destination d'Haïti. Environ 20 tonnes de précieuses marchandises furent mises de côté pour la PADF.

Le matin du 25 janvier 2010, seulement quelques jours après le terrible séisme de 7,0 sur l'échelle de Richter qui avait frappé Haïti, le vol de LAN Cargo atterrissait à Port-au-Prince. Ce ravitaillement, offert par Missionary Flights International de Fort Pierce, en Floride, fut rapidement livré à l'entrepôt de la PADF avant d'être distribué dans l'ensemble de la capitale. Il s'agissait d'une livraison parmi de nombreuses autres—y compris de multiples vols par FedEx et AmeriJet—pleines de provisions salvatrices.

Au cours des huit mois qui ont suivi le séisme, 250 tonnes de nourriture, d'eau, de vêtements, de médicaments et d'autres provisions ont été expédiées à Haïti.

Le Programme de dons en nature s'est appuyé sur un réseau bien établi de contributeurs. Par exemple, Feed My Starving Children de Coon Rapids, dans le Minnesota, a fait don de 11 conteneurs contenant suffisamment de nourriture pour plus de 110 000 Haïtiens. Pendant ce temps, ISOH/Impact of Holland, dans l'Ohio, a expédié deux conteneurs de 40 pieds remplis de paquets de riz et de soja fortifié.

Tandis que ces organisations sont des partenaires de longue date de la PADF, un grand nombre de nouveaux donateurs du secteur privé les ont rejointes. Exxel Outdoors, un fabricant et distributeur mondial d'accessoires pour activités en plein air, a fait don de 1 000 sacs de couchage et d'autres accessoires. De Colombie, 40 tonnes de lait en poudre (suffisamment pour 20 000 enfants) ont été expédiées à Haïti.

Haïti n'est qu'un exemple de la façon dont le Programme de dons en nature de la PADF aide les plus démunis durant une crise humanitaire. Cependant, il joue également un rôle dans le développe-

En Bolivie, des enfants vivant dans un orphelinat de La Paz ont reçu l'accès à des ordinateurs grâce au Programme de dons en nature de la PADF, qui a bénéficié à plus d'1,5 million de personnes dans neuf pays, rien qu'en 2010.



ment économique, en soutenant la société civile, en favorisant l'éducation et en équipant les hôpitaux.

Au cours des 40 dernières années, le programme a fourni plus de 100 millions de dollars en biens—dont 20 millions de dollars au cours des 5 dernières années—qui ont aidé plus de 60 millions de bénéficiaires à faible revenu.

Au cours de l'année fiscale 2010, le Programme de dons en nature a bénéficié à plus d'1,5 million de personnes dans neuf pays.

L'organisme bolivien *Arco Iris* (signifiant arc-en-ciel en français) disposera de salles d'ordinateurs dans ses orphelinats Casa de Paso, Casa Refugio et Casa Esperanza à La Paz. La PADF fournira également les services de deux enseignants locaux durant un an pour former les enfants

et le personnel. Dans ces trois orphelinats, des centaines d'enfants profiteront d'une nouvelle connexion au monde grâce à 100 ordinateurs et à l'accès à Internet fournis par la PADF.

« Ce travail améliore leur qualité de vie et, surtout, leur donne une chance de mener une vie complètement nouvelle et différente », explique Pilar Heraud, Directrice du Programme de dons en nature à Washington.

Que ce soit en connectant des orphelinats au monde extérieur ou en distribuant les approvisionnements de secours de donateurs du monde entier aux survivants de catastrophes naturelles, le Programme de dons en nature de la PADF continue d'être porteur d'espoir et d'opportunités.

Le Programme de dons en nature de la PADF a fourni un total de **250 tonnes d'approvisionnement de secours** dont :

- 11 conteneurs et 40 tonnes de lait en poudre envoyés à Haïti.
- 2 conteneurs de 40 pieds remplis de paquets de riz et de soja fortifié.
- 1.000 sacs de couchage et autres accessoires.





Grâce au soutien de la PADF, des centaines de femmes déplacées vivant dans 21 provinces à travers la Colombie ont reçu une formation et une aide financière pour lancer de petites entreprises.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

600 femmes déplacées deviennent entrepreneurs

Falconery Vergara et ses deux filles, Diana Patricia et Ana Cecilia, avaient des difficultés à joindre les deux bouts. Déplacées par la violence en Colombie, elles ont emménagé dans un quartier difficile de Cartagena qui offrait un refuge, mais peu d'opportunités.

C'est une histoire comme tant d'autres d'une famille déplacée qui tombe dans le cycle de la pauvreté et du désespoir. Mais les membres de la famille Vergara ont saisi une opportunité d'améliorer leur vie et de sortir de ce cycle.

Grâce à un programme novateur de la PADF appelé *Mujeres Productivas*, les femmes de la famille Vergara ont été sélectionnées pour recevoir une formation et une aide financière, dans le but de lancer une petite entreprise dans la région de Revivir de los Campanos, qui abrite des milliers d'autres familles déplacées des provinces d'Antioquia, Chocó et Bolívar.

Elles ont créé un plan d'entreprise pour une bazarrette qu'elles ont appelé « *La Fe en Dios* » (La Foi en Dieu). Le programme *Mujeres Productivas* a approuvé leur plan et a apporté à la famille Vergara l'aide technique et financière nécessaire. En quelques mois, *La Fe en Dios* était un succès. Falconery est déjà en train de réinvestir les bénéfices du magasin pour développer son entreprise.

Le programme de génération de revenus *Mujeres Productivas*, qui est soutenu par l'organisation colombienne *Acción Social*, le Service national de formation, le Ministère du Commerce et le Fonds des petites entreprises, améliore les conditions socioéconomiques et la qualité de vie de 600 femmes déplacées dans 38 municipalités réparties à travers 21 provinces colombiennes.

Déployé par la PADF entre les mois de mars et

d'octobre 2010, il **utilise des stratégies et approches communes pour faciliter l'accès des participants aux services offerts par le programme et une coordination inter-organisation pour sa mise en œuvre.**

Pour commencer le processus, un spécialiste rend visite à chaque participant et crée un profil d'opportunités d'amélioration potentielle des revenus, comme pour le cas du magasin de la famille Vergara. Le programme aide les participants à rédiger des plans d'entreprise, en leur donnant les moyens et les connaissances pour être reconnus en tant qu'entrepreneurs et commerçants. Les femmes sont placées au centre du processus décisionnel.

Mujeres Productivas renforce l'image des femmes entrepreneurs—dynamiques et proactives—alors qu'elles relèvent des défis commerciaux.

Les institutions gouvernementales et la communauté travaillent ensemble, en échangeant leurs idées et leurs expériences. Afin d'assurer la durabilité des entreprises, les opérateurs déployant des fonds de développement en faveur des petites entreprises (FOMIPYME) continuent d'apporter une aide technique dans la région.

De nouvelles formes et instruments d'évaluation améliorent la compréhension des statuts socioéconomiques et des performances commerciales, de la coordination et de

l'articulation avec le Système national pour les populations déplacées (SNAIPD), et la provision de services correspondant au profil individuel de chaque participant.

Aujourd'hui, les participants sont plus indépendants et en mesure de fournir une meilleure stabilité à leurs familles. Ils savent que cette autonomisation contribue à bâtir une société plus équitable et prospère.

« Ce projet marque le début d'une vie meilleure pour nous et pour ceux qui nous entourent », a déclaré Kitlis Tapias, une participante sur la côte Atlantique.

Mujeres Productivas est l'un des nombreux programmes économiques durables efficaces que la PADF a lancé et géré avec le soutien du gouvernement colombien et l'Agence des États-Unis pour le développement international. Il a changé la vie de milliers de Colombiens et garantit un avenir plus prospère pour leurs communautés.

Que ce soit en connectant des orphelinats au monde extérieur ou en distribuant les approvisionnements de secours de donateurs du monde entier aux survivants de catastrophes naturelles, le Programme de dons en nature de la PADF continue d'être porteur d'espoir et d'opportunités.

Le programme *Mujeres Productivas* de la PADF :

- améliore la **qualité de vie de 600 femmes déplacées** dans 38 municipalités réparties à travers 21 provinces colombiennes.
- place les femmes au centre du processus décisionnel.



Coudre un meilleur avenir à Haïti

En 1989, des tailleurs, des fabricants de chaussures et des confectionneurs de sacs de Cité Soleil se sont rassemblés pour former ORAHDES, une coopérative visant à aider les artisans locaux à devenir plus efficaces grâce à l'utilisation de techniques et d'outils modernes. Face à la pauvreté des bas-fonds côtiers débordants, il a fallu près de 20 ans et l'aide de la PADF pour que l'organisation puisse poser un toit au-dessus de sa tête.

« Nous avons trouvé cet endroit et avons pu acheter davantage de machines », explique Pierre Otege, le coordinateur de la coopération, pendant qu'il inspecte une pile de vestes confectionnées pour le fournisseur de téléphones portables le plus important du pays. « Nous obtenons aujourd'hui des contrats plus grands et sommes en mesure de mieux servir nos membres lorsqu'ils ont besoin d'utiliser nos machines à coudre. »

Le Project National de Développement Communautaire Participatif en Milieu Urbain (PRODEPUR) de la PADF, qui est financé par la Banque mondiale et coordonné par le gouvernement d'Haïti, compte plus de 750 projets de ce type dans le pays. **Ce programme donne aux communautés les moyens de décider de leurs propres besoins économiques**, exam-

ine les propositions faites par les résidents, puis supervise les résultats. Il s'agit d'un véritable moteur pour la croissance économique à Haïti.

ORAHDES n'a aucun employé. Au lieu de cela, lorsqu'une commande est passée, les membres associés sont appelés en fonction de leurs spécialités, qui comprennent habituellement des uniformes scolaires ou des t-shirts. Les membres peuvent également utiliser l'installation et les machines pour préparer leurs propres commandes. Seneque François, un confectionneur de sacs de 52 ans, vient régulièrement à la coopération pour fabriquer ses porte-documents en cuir qui sont sa marque





plus importants et à du matériel de meilleure qualité, l'organisation propose des ateliers de formation leur permettant d'améliorer leurs compétences.

« Nous souhaitons devenir de meilleurs artisans en améliorant la qualité de nos produits », poursuit Otege.

« C'est comme cela que nous progressons. »

La coopération n'offre pas ses formations uniquement à ses membres, mais aussi à la jeunesse locale. De jeunes artisans ambitieux sont recrutés en tant qu'assistants et personnel auxiliaire lorsque des commandes importantes sont reçues, ce qui leur permet d'apprendre à utiliser les machines et trouver du travail. Les projets d'avenir d'Otege incluent la création d'une école professionnelle pour former des mécaniciens industriels, une compétence qui manque cruellement dans l'industrie vestimentaire croissante d'Haïti.

« Nous devons investir dans notre jeunesse, la former pour qu'elle puisse bâtir un meilleur avenir », ajoute Otege. « C'est la meilleure façon de servir notre pays en tant qu'artisans ».

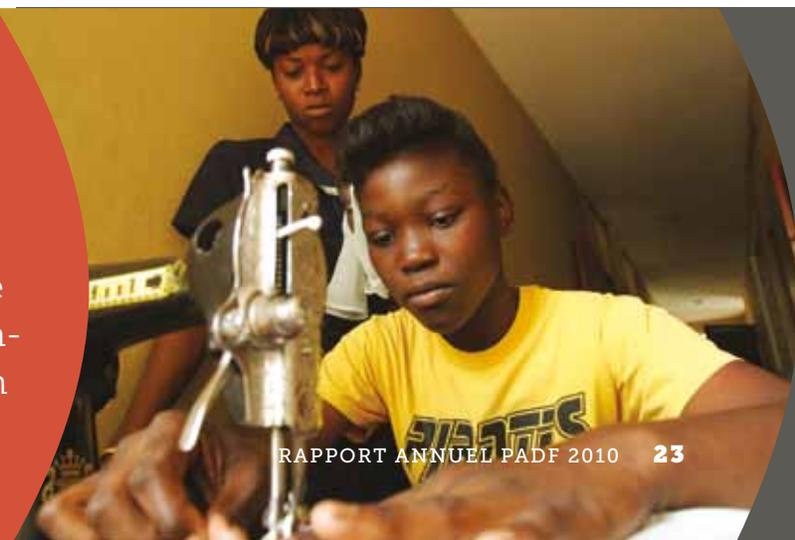
Par le biais du Project National de Développement Communautaire Participatif en Milieu Urbain (PRODEPUR) de la PADF en Haïti, les dirigeants locaux décident quels projets sont nécessaires et les dirigent dans leur réalisation.

de fabrication et qu'il vend ensuite sur les marchés très fréquentés de la

ville. « Si je travaillais seul, sans cet endroit et ces machines, je ne pourrais pas être aussi efficace », explique-t-il. « Nous sommes un groupe, et à partir de ce groupe, nous acquérons tous des forces pour devenir de meilleurs artisans. »

Aujourd'hui, plus de 60 artisans font partie de l'organisation, dont une majorité de femmes. En plus de fournir un accès à des contrats

Le programme de développement axé sur les communautés de la PADF compte plus de **750 projets dans le pays**. Plus de 60 artisans font partie de la coopération ORAH-DES, dont une majorité de femmes et de jeunes, des artisans ambitieux qui ont la chance d'apprendre un métier.



Sur la voie de la réussite à Cartagena

Gerardo Maza, 21 ans, savait qu'il aurait besoin d'une éducation pour soutenir sa famille à Cartagena, en Colombie.

Compte tenu de sa situation financière, il savait que l'université n'était pas à sa portée. Mais un programme développé grâce à un partenariat entre la PADF et Citibank a formé Gerardo et d'autres jeunes Colombiens pour débiter leurs carrières dans l'économie florissante du tourisme de Cartagena.

Dans le quartier d'Olaya Herrera à Cartagena, Gerardo est l'un des 120 jeunes Colombiens à qui l'on a enseigné les compétences techniques nécessaires pour prétendre à un meilleur salaire et à un emploi plus stable. L'objectif était de créer une vie meilleure pour eux et leurs familles.

« Le programme a répondu à mes attentes et à celles de mes compagnons de classe. Grâce à des entités comme Citigroup, nous avons les moyens de faire progresser nos familles », a déclaré Gerardo en souriant.

Ce programme est un exemple de rassemblement des secteurs public et privé par la PADF dans le but de créer des opportunités durables.

Grâce au financement de l'Agence des États-Unis pour le Développement International, la PADF a mis en œuvre le programme de Cartagena en collaboration avec l'organisation sans but lucratif *Fundación Granitos de Paz* et le soutien du Service de Formation National de Colombie (SENA), la seule institution gouvernementale en Colombie à offrir des formations professionnelles gratuites pour préparer les étudiants à des emplois qualifiés.

Le programme de formation s'articule sur trois axes principaux : la santé, la formation technique et la génération de revenus.

La formation technique en restauration et hôtellerie a permis aux participants de dévelop-

per des compétences professionnelles, de générer des revenus plus élevés et d'améliorer leur vie en travaillant avec l'Association hôtelière colombienne (COTELCO), une organisation sans but lucratif qui se dévoue au renforcement de la croissance et de l'important secteur du tourisme du pays.

Mais le programme n'a pas seulement fourni des compétences techniques pour aider les participants à trouver du travail le plus rapidement possible.

L'approche exhaustive du programme fournit des compétences et des connaissances qui permettent aux participants de former un lien à vie avec le monde professionnel.

Des employés de Citibank se sont portés volontaires pour enseigner aux classes, entre autres, les notions de service à la clientèle, travail en équipe et culture du lieu de travail.

De plus, les cours étant bilingues, ces jeunes sont capables d'effectuer toutes les tâches qui leur sont requises dans le secteur du tourisme, notamment mener une conversation en anglais courant avec des visiteurs étrangers.

Les participants ont également acquis davantage de confiance en eux au cours de leur apprentissage et continuent à améliorer leurs compétences grâce à l'éducation.

Gerardo est convaincu qu'il s'est lancé dans une excellente carrière.

« Nous sommes surpris et enthousiastes en ce qui concerne le programme, à tel point que nous sommes nombreux à vouloir lancer notre propre entreprise », a-t-il ajouté.

En plus de fournir des formations, le programme a équipé les participants de façon à satisfaire leurs propres ambitions entrepreneuriales. Plusieurs ont en effet lancé leur propre petite entreprise, dont « Parkids », qui exploite des parcs d'attraction, « Banhotelcoop », qui opère dans la restauration et l'hôtellerie, et « Rapidely », qui vend des gâteries surgelées.

Grâce à leur collaboration, la PADF et Citibank ont équipé 120 jeunes Colombiens de compétences techniques pour lancer leurs propres petites entreprises dans l'économie du tourisme de Cartagena.

120 jeunes Colombiens ont acquis les compétences techniques

nécessaires pour prétendre à de meilleurs salaires et à des emplois plus stables.



Plusieurs ont lancé leur propre petite entreprise,

dont « Parkids », qui exploite des parcs d'attraction, « Banhotelcoop », qui opère dans la restauration et l'hôtellerie, et « Rapidely », qui vend des gâteries surgelées.





HÉROS DE L'HÉMISPÈRE

Célébration de personnes hors du commun

L'évènement *Héros de l'hémisphère* de 2010 a rendu hommage à cinq personnes extraordinaires venant d'Haïti, de République dominicaine, de la Colombie, du Brésil et du Mexique, pour leur dévouement à l'amélioration de la vie des membres de leurs communautés.

Leurs origines et expériences étaient considérablement différentes, mais elles avaient toutes une chose en commun. Elles ont généreusement fait don de leur temps et de leurs efforts pour que d'autres bénéficient d'une meilleure vie. Ces cinq lauréats méritent véritablement d'être appelés *Héros de l'hémisphère*.

La seconde édition annuelle de l'évènement *Héros de l'hémisphère*, qui célèbre les accomplissements de bénéficiaires de la PADF en Amérique latine et dans les Caraïbes, a rendu hommage à cinq personnes durant une cérémonie organisée à Fort Lauderdale, en Floride, en présence de 250 leaders représentant les mondes des



L'actrice Gabrielle Union s'exprime pendant l'évènement *Héros de l'hémisphère*, en octobre 2010.



La PADF a rendu hommage à cinq personnes extraordinaires lors d'une **cérémonie rassemblant 250 leaders** représentant les mondes des entreprises, des gouvernements, de la diplomatie, de la philanthropie et du divertissement.



entreprises, des gouvernements, de la diplomatie, de la philanthropie et du divertissement. Celebrity Cruises a accueilli cet événement à bord de son luxueux *Solstice*, arrimé au Port of the Everglades à l'occasion de cette cérémonie exclusive.

En plus de ces cinq personnes, la PADF a rendu hommage à Royal Caribbean Cruise Lines Ltd. pour ses efforts de responsabilité sociale dans l'hémisphère occidental.

Les cinq personnes sélectionnées pour cette prestigieuse reconnaissance étaient les suivantes :

République dominicaine : **Amarilis Castillo**, Las Matas de Farfan, pour avoir créé des relations qui ont réduit les tensions et multiplié les opportunités le long de la frontière dominico-haïtienne.

Brésil : **Henrique Gelinski**, São João, qui a appris à des agriculteurs sceptiques que protéger l'environnement est rentable.

Haïti : **Nicole Orelus**, Cité Soleil, dont la petite école de cosmétologie a élargi son curriculum pour inclure des cours destinés à des filles à risque dans cette région dangereuse, portant sur la lutte contre la violence domestique et l'augmentation de la responsabilité sociale et de la planification familiale.

Colombie : **Flor Nancy Muelas**, Misak, Cauca, pour avoir généré des projets économiques durables qui protègent également le patrimoine culturel de la communauté autochtone.

Mexique : **Montserrat Guzman Salamanca**, San Miguel, Puebla, pour avoir convaincu des parents *campesinos* d'investir leur temps

et leur argent dans l'expansion et l'amélioration de l'école locale, ce qui a eu pour résultats l'augmentation du nombre de diplômés obtenus et la sélection d'un étudiant en tant que meilleur du pays.

Aux côtés de la PADF, pendant la célébration des *Héros de l'hémisphère* de 2010 figuraient l'actrice **Gabrielle Union**, l'acteur **Jimmy Jean-Louis**, l'ancien joueur de basket-ball de la NBA **Olden Polynice**, le célèbre chef **Ron Duprat**, l'actrice et mannequin **Dania Ramirez** et l'animatrice de télévision **María Elvira Salazar**. **Satcha Pretto** d'Univision était de nouveau la maîtresse de cérémonie.

La star de la pop colombienne **Marre** s'est également produite lors de l'édition 2010 de l'évènement *Héros de l'hémisphère*. La chanteuse/auteure-compositrice de 19 ans s'est produite dans l'ensemble de l'Amérique latine et des États-Unis, où elle compte des fans de plus en plus nombreux.

Parmi les partenaires de l'édition 2010 de l'évènement *Héros de l'hémisphère* figuraient entre autres Celebrity Cruises, Chevron, Caterpillar, RCCL, le Secteur privé des Amériques, United Way, IMCA, Merck, MTV, le Centre pour la politique hémisphérique de l'Université de Miami, Interlex, basée à San Antonio, Greenberg Traurig et Univision.

Donateurs

Entreprises

Aeropost-Aerocasillas
Arizona Biltmore Resort & Spa
Bacardi Ltd.
Barcelona West Hartford
LLC-Hearts For Haiti
Boeing
Briggs & Stratton Corporation
Caterpillar
Chevron
Colgate-Palmolive Dominican Republic
Coltabaco
Compañía General De Equipos,
S.A. de C.V.
Cornwell Quality Tools Company
Diageo
Discovery Communications
Ecopetrol
EMC2
Exxel Outdoors
FedEx
Finra
Geosyntec Consultants
Green Circle Bio Energy Inc.
Greenberg Traurig
Harper Meyer Perez/Hagen O'Connor
& Albert, LLC
Implementos y Maquinarias
(IMCA), S.A.
Interlex Communications, Inc.
Lockheed Martin
Lowe Limited
Luxury Resorts International Inc.
Marriot Hollywood TRS
Merck
Metro Newspapers
Microsoft
Money Gram
MTV
Phoenix Park Gas
Processors, Ltd., Trinidad
Praxair
ProPac
Royal Caribbean
International Ltd.
Sante Shipping Lines
Three J's Restaurant LLC
Transunion, S.A.
Univision
Vetab International
Warner Music Group
Western Union

Chambres de commerce et Associations commerciales

Chambres américaines de commerce au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en République dominicaine, au Salvador, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, en Jamaïque, au Nicaragua, à Trinidad & Tobago et au Venezuela
FEDECARIBE
Chambre de commerce des États-Unis

Fondations

Caterpillar Foundation
Citi Foundation
Donner Foundation
Homes for Haiti
International Lifeline Fund
Silicon Valley Community Foundation
The Sage Foundation
Yele Haiti Foundation
United Way Of Miami Dade, Inc.

ONG internationales partenaires

Boys & Girls Club of Broward County
Feed My Starving Children
Feed the Children
Global Impact
International Service of Hope/Impact
Kenyas Kids, Inc.
Mission Relief Services
Missionary Flights
Private Sector of the Americas

Particuliers

Ali Bahaj
Arnon Katz
David Surtees
Joaquin Benoit
José Miguel Insulza
Robert McGee
Frank Gómez

Secteur public

Gouvernement du Canada
Gouvernement de Colombie
L'Agence Présidentielle pour l'Action Sociale et la Coopération Internationale
Gouvernement de Barrancabermeja
Gouvernement de Bolivar
Ministère des Affaires étrangères
Gouvernement d'Haïti
Bureau de Monetisation des Programmes d'Aide au Développement

Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Communications

Gouvernement d'Espagne
Agencia Española de Cooperación Internacional

Gouvernement de Taïwan

Gouvernement des États-Unis
Ambassade des États-Unis en Bolivie
Agence des États-Unis pour le Développement International
Département d'État des États-Unis
Commandement du Sud des États-Unis

Multilatéral

Fonds de l'OPEP pour le Développement International
Organisation des États Américains
ONU-Habitat
Le Groupe de la Banque mondiale

Autres donateurs

Asociación Salesiana
Cabralana y Ayuda Haiti
Círculo Católico de Obreros
Friends of Grenada Inc
Harve de Grace SDAC, Inc.
Helicop Sociedad Anonima
Costa Rica
Laboratorio Clínico Amadita
Mercado de Valores de Costa Rica
Universidad de Concepcion



La PADF est devenue la
fondation la plus importante
au sein du Système interaméricain,
**mobilisant près de
600 millions de dollars
pour des projets**
en presque 50 ans d'opération.

Conseil d'administration

José Miguel Insulza

Président
Secrétaire général
Organisation des États Américains

Albert R. Ramdin

Vice-président
Secrétaire général adjoint
Organisation des États Américains

Frank Gómez

Président, Conseil d'administration
Marketing et Affaires publiques
Educational Testing Service

Frank Kanayet Yépes (à partir de juillet 2010)

1^{er} Vice-président, Conseil d'administration
Président et PDG
Grupo GPC Holding
Bogotá, Colombie

Phillippe R. Armand (jusqu'à juin 2010)

1^{er} Vice-président, Conseil d'administration
Président et PDG
Groupe Dynamic, S.A.
Port-au-Prince, Haïti

Gladys Coupet (à partir de juillet 2010)

2nd Vice-présidente, Conseil d'administration
Responsable pays
Succursale d'Haïti de Citibank N.A.

Maston N. Cunningham

Trésorier, Conseil d'administration
Président et Directeur d'exploitation
Tri-Valley Corporation
Bakersfield, Californie

Kathleen C. Barclay

Secrétaire, Conseil d'administration
Ancienne Présidente, AACCLA Asesorías
KCB, Ltda.
Las Condes, Santiago, Chili

Marilyn Blanco-Reyes

Vice-présidente
Affaires légales et réglementaires -
Division Amérique latine et Caraïbes
FedEx Express Corporation
Miami, Floride

Reginald Boulos, M.D.

Président, Chambre du commerce et de
l'industrie-Haïti
Président et PDG
Boulos Investment Group
Port-au-Prince, Haïti

Jesús J. Canahuati

Vice-président exécutif, ELCATEX Elásticos
Centroamericanos y Textiles S.A. de C.V.
Choloma Cortés, Honduras

Juan Manuel Carreón

Vice-président
Affaires publiques
Union Pacific
Spring, Texas

Ruth Espey-Romero

Ancienne Présidente de la PADF
Actionnaire
Greenberg Traurig, LLP
Washington

Pedro T. Esteva

Président et PDG
Implementos y Maquinarias C por A (IMCA)
Santo Domingo, République dominicaine

Ivelisse Estrada

Vice-présidente sénior
Relations institutionnelles et communautaires
Univisión Communications Inc.
Los Angeles, Californie

William D. Gambrel

Ancien Président, AACCLA
Ancien Président, BankBoston, Colombie
La Romana, République dominicaine

Berny Kreutz, M.D.

(jusqu'à décembre 2009)
Ancien Président
Pan American Medical Society
Bethesda, Maryland

Ryan Krogmeier

Vice-président, Chevron Products
Amérique de l'Est et Amérique latine
Houston, Texas

Robert M. McGee

Ancien Président de la PADF
Ancien Président, Occidental
International Corporation
Chevy Chase, Maryland

Mauricio Nicholls (jusqu'à juin 2010)

Directeur général, Ventes au détail,
Commercial et Industriel
Caraïbes, Amérique centrale et
Région andéenne
Chevron Global Marketing
Miami, Floride

James J. Parker

Vice-président
Division des services de distribution en
Amérique
Caterpillar Inc.
Peoria, Illinois

Armando R. Pérez

ExxonMobil Corporation (Ret.)
Vice-président, Comité de direction
COANIQUEM
Burned Children Foundation
Miami, Floride

Mickey J. Peters (jusqu'à mars 2010)

Président, AACCLA
Vice-président du Groupe,
Operations régionales
Duke Energy International (Brésil)
São Paulo, Brésil

Paul A. Ramsey

Ancien Vice-président sénior
Division mondiale
Education Testing Service
New York

Michael Ronan

Vice Président,
Relations gouvernementales
Caraïbes, Amérique latine et Asie
Royal Caribbean Cruise Lines, Ltd.
Miami, Floride

Howard F. Zuckerman (jusqu'à mai 2010)

Ancien Directeur financier, Iusacell
Bell Atlantic/Mexicque
Germantown, Maryland

Secrétaires généraux et Présidents de l'OEA

José A. Mora, 1962-1968

Galo Plaza, 1968-1975

Alejandro Orfila, 1975-1984

Joas Clemente Baena Soares, 1984-1994

César Gaviria, 1994-2004

Miguel Ángel Rodríguez, 2004

Luigi R. Einaudi, intérimaire, 2004

José Miguel Insulza, 2005-présent

Présidents du Conseil de la PADF

William Sanders, 1962-1972

T. Graydon Upton, 1972-1977

L. Ronald Scheman, 1977-1983

R.I. Jervis Jones, 1983-1985

Leveo Sánchez, 1985-1988

J. John Jova, 1988-1990

Robert M. McGee, 1990-1992

George M. Kroloff, 1992-1995

Jorge Ríos, 1995-1997

Jack Heller, 1997-2000

Alexander F. Watson, 2000-2002

Francis D. Gómez, 2002-2004

Ruth Espy-Romero, 2004-2006

Alexander Watson, 2006-2009

Francis D. Gómez, 2009-présent

Directeurs exécutifs de la PADF

L. Ronald Scheman, 1962-1968

Sy Rotter, 1968-1974

Norman Goijber, 1974-1977

Michael D. Miller, 1977-1980

Edward Marasciulo, 1980-1988

Marvin Weissman, 1988-1990

Peter Reitz, 1990-1997

Frederick Schieck (intérimaire), 1997-1998

Sarah Horsey-Bar, 1998-1999

Robert Moore (intérimaire), 1999

John Sanbrailo, 1999-présent



À la mémoire de Rayson Paul

Rayson Paul, un employé dévoué de la PADF à Haïti, a été kidnappé, puis assassiné, pendant l'exercice de ses fonctions. Il était un homme bon et un père et mari aimant. Il manquera à sa famille, ses amis et ses collègues à la PADF.

Personnel de la PADF

Washington

John Sanbrailo
Directeur exécutif

Amy Coughenour Betancourt
Directrice adjointe

Terrence Brown
Directeur sénior des opérations

Louis Alexander
Directeur sénior des programmes

Michael J. Zamba
Directeur sénior des Communications et des Affaires publiques

Dan O'Neil
Directeur sénior des programmes caribéens

Lance Leverenz
Directeur du développement commercial

Paul Fisher
Directeur des partenariats institutionnels et du développement

Christine Herridge
Directrice, Gestion des catastrophes

Oluseto Akinjiola
Directeur des Ressources humaines (une partie de 2010)

Lynette Snyder
Directrice des Ressources humaines (une partie de 2010)

Marc Wachtenheim
Directeur des programmes

Pilar Heraud
Directrice du Programme de dons en nature

Patricia Manyari
Directrice des Finances

Bernard Fructuoso
Analyste financier sénior

Patricia Gomez
Directrice des Bourses et des Contrats

Nathalie Liautaud
Directrice sénior des programmes-Caraïbes

Luisa Villegas
Directrice sénior des programmes-Amérique du Sud

Camila Payan
Directrice sénior des programmes

Jorge Tellez
Directeur des partenariats institutionnels

Shakeh Akopian
Contrôleur

Sandra Perez
Directrice administrative

Colombie

Henry Alderfer
Directeur pays

William Greenwood
Directeur adjoint pays

Soraya Osorio
Directrice des Finances

Gloria Nelly Acosta
Directrice du programme IDP

Patrick Keirnan
Directeur des Bourses et des Contrats

Luz Cristina Pinzon
Directrice du Développement de nouvelles entreprises et des Communications

Hector Cortes
Directeur administratif

Myriam Sánchez
Directrice des Ressources humaines

Yady Ibarra
Directrice des programmes spéciaux

William Torres
Directeur adjoint des Finances et de l'Administration

Carlos Castellanos
Directeur des Ressources humaines

Rosa Lila Cerda
Directrice adjointe du programme IDP

Alfonso García
Directeur adjoint du Développement alternatif

Haïti

Jeff Kerzner
Directeur pays (une partie de 2010)

Kamel Maina
Directeur pays (une partie de 2010)

Jean-Erick Déryce
Directeur technique, Programme de construction et de réhabilitation d'urgence à Haïti

Daniel Bayes
Directeur des Finances (une partie de 2010)

Sandra St. Juste
Directrice administrative (une partie de 2010)

Hervé Razafimbahiny
Directeur du Programme de protection des droits humains (PHR)

Arsel Jérôme
Directeur de projets, Programme de développement participatif rural (PRODEP)

Kerline P. Rock
Directrice de projets, Programme de développement participatif urbain (PRODEPUR)

A.E. Friedrich Nicolas
Directeur technique des Projets d'urgence

Isaac Xavier
Directeur technique des Projets d'infrastructure

Rose Marceline Domond
Directrice des Ressources humaines

Michel Dube
Directeur des Opérations d'action

Chiara J. Vaccaro
Chef de parti/Directrice de programme, Projet de construction et de réhabilitation d'urgence à Haïti

République dominicaine

Daniel O'Neil
Directeur pays

Joseph Felix
Directeur régional des Activités frontalières haïtiennes

Cesáreo Guillermo
Directeur régional des Activités frontalières dominicaines

Adnerys Ramirez
Directrice des Finances

Créer un hémisphère d'opportunités : Cinq décennies d'accomplissements

La Fondation Panaméricaine de Développement (PADF) a été établie en 1962 en tant qu'affiliée de l'Organisation des États Américains (OEA).

Elle a été fondée par le biais d'un unique accord de coopération entre l'OEA et une entreprise privée pour donner naissance à une organisation non gouvernementale spécialisée, dont la mission consiste à aider les personnes les plus défavorisées en Amérique latine et dans les Caraïbes, en soutien de l'Alliance pour le progrès initiée par l'administration Kennedy. Son financement a été fourni par le Social Progress Trust Fund de la Banque interaméricaine pour le développement, l'Agence des États-Unis pour le Développement International, l'OEA et des donateurs institutionnels et privés.

Leur objectif était de créer une fondation capable de mobiliser le secteur privé pour assister les personnes les plus démunies par le biais d'emplois productifs dans des micro-entreprises, de formations techniques, en développant la société civile, en encourageant l'entrepreneuriat national, et en facilitant la responsabilité sociale des entreprises.

La PADF s'est inspirée de la création de la Fondation Penny au Guatemala au début des années

1960 par Samuel Greene, qui a organisé un groupe d'hommes d'affaires locaux pour créer un fonds visant à fournir de petits prêts au peuple autochtone et aux campesinos qui n'avaient pas accès au crédit. La fondation fut une pionnière en matière de programmes de microcrédits, rendus célèbres ultérieurement par la Grameen Bank au Bangladesh.

La PADF offrit son soutien à la Fondation Penny et chercha à reproduire ses méthodes dans l'ensemble de l'hémisphère. En commençant à aider un groupe en République dominicaine, cette initiative s'est alors développée pour créer 33 fondations ou instituts similaires de micro-entreprise dans d'autres pays durant les années 1970 et 1980.

Au cours des cinquante dernières années, la PADF a renforcé des milliers de groupes de la société civile en Amérique latine en fournissant une aide technique, du matériel et des formations pour la construction d'institutions et en collectant des fonds localement. Elle a leur fourni des bourses pour leur permettre de développer leurs activités, qui ont bénéficié à des millions de personnes défavorisées vivant sur le continent américain, en particulier dans des pays comme Haïti, le Honduras, la Bolivie, la Colombie et le Bassin caribéen, entre autres.

La PADF a également aidé des ONG à former des partenariats avec des municipalités, des agences gouvernementales et des donateurs institutionnels et privés, afin de développer des micro-entreprises, fournir des emplois et des formations techniques, améliorer les services de base, faciliter la participation citoyenne à des programmes d'action

communautaires, et secourir les victimes de catastrophes naturelles et de



crises humanitaires. La PADF est un mécanisme de soutien de la Charte démocratique interaméricaine, approuvée par les États-membres de l'OEA le 11 septembre 2001, dans le but de renforcer la société civile, les groupes communautaires et le secteur privé en tant que piliers fondamentaux de la démocratie.

La Fondation incarne l'esprit de solidarité et de coopération hémisphérique qui ont donné naissance au Panaméricanisme et au Système interaméricain à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème siècle. En travaillant en partenariat avec des organisations sans but lucratif locales, la PADF aide certaines des personnes les plus démunies sur le continent américain, comme celles qui sont piégées dans la pauvreté et des zones de conflits, les personnes déplacées et autochtones, les populations afro-descendantes, les victimes de catastrophes naturelles et les autres groupes vulnérables. Grâce au soutien de donateurs publics et privés, la PADF est devenue la

plus importante au sein du Système interaméricain, mobilisant près de 600 millions de dollars pour des projets en presque 50 ans d'opération.

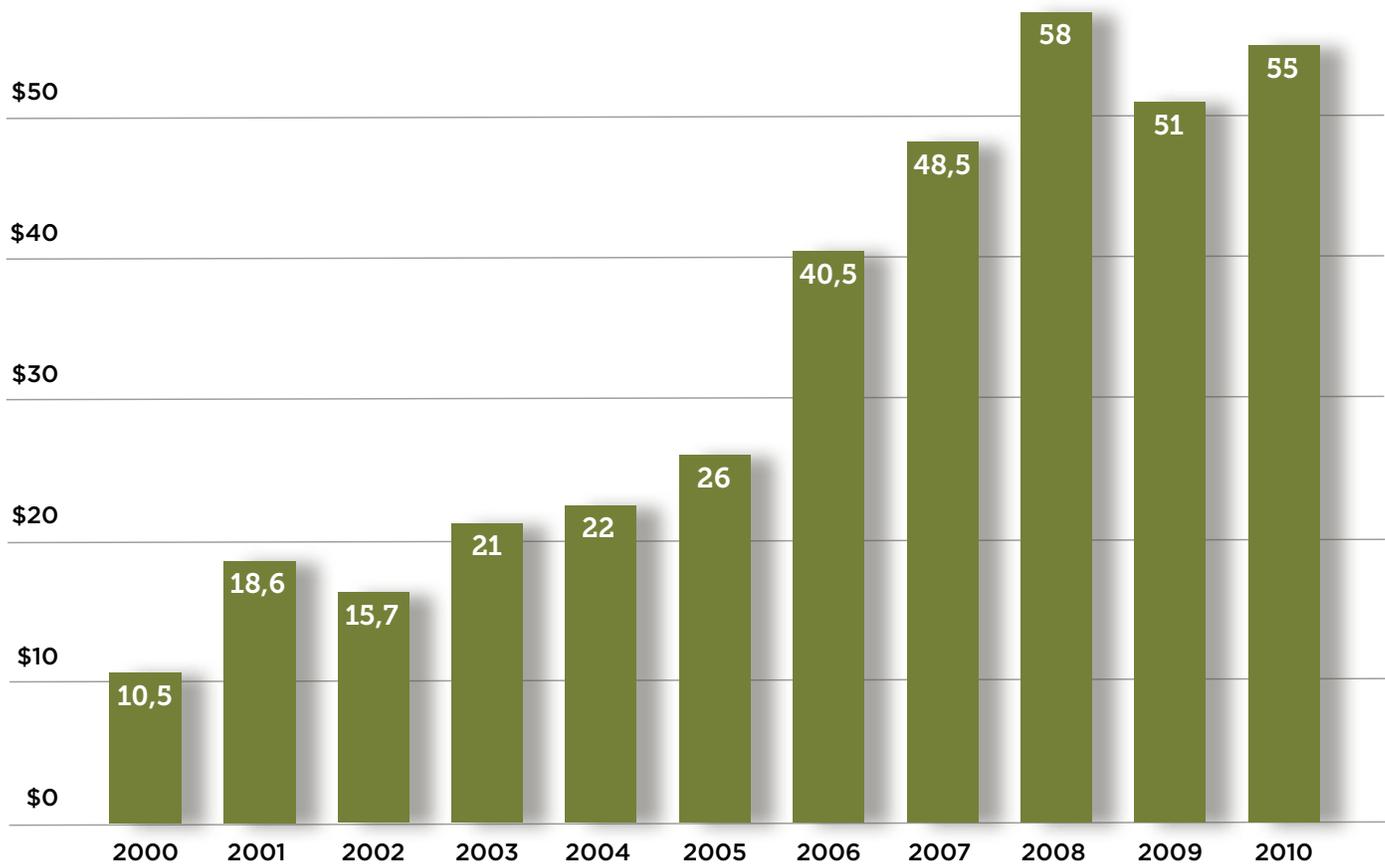
L'OEA était la première organisation internationale à créer une ONG affiliée spécialisée. L'Organisation des Nations unies, le gouvernement des États-Unis et d'autres ont ultérieurement utilisé la PADF comme modèle afin d'établir des fondations similaires.

Chaque jour, la PADF s'efforce de développer et d'améliorer la qualité de ses programmes pour qu'ils contribuent encore plus à sa vision consistant à Créer un hémisphère d'opportunités pour tous.



Croissance des Programmes

2000-2010
(en millions de dollars)



Independent Auditor's Report

To the Board of Trustees
Pan American Development Foundation
Washington, D.C

We have audited the accompanying balance sheet of Pan American Development Foundation (the Foundation) as of September 30, 2010, and the related statements of activities, functional expenses and cash flows for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Foundation's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. The prior year's summarized comparative information has been derived from the Foundation's 2009 financial statements and, in our report dated April 7, 2010, we expressed an unqualified opinion on those financial statements.

We conducted our audit in accordance with auditing standards generally accepted in the United States of America and the standards applicable to financial audits contained in *Government Auditing Standards*, issued by the Comptroller General of the United States. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes consideration of internal control over financial reporting as a basis for designing audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Foundation's internal control over financial reporting. Accordingly, we express no such opinion. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements referred to above present fairly, in all material respects, the financial position of the Pan American Development Foundation as of September 30, 2010, and the changes in its net assets and its cash flows for the year then ended in conformity with accounting principles generally accepted in the United States of America.

In accordance with *Government Auditing Standards*, we have also issued a report dated March 25, 2011, on our consideration of the Foundation's internal control over financial reporting and our tests of its compliance with certain provisions of laws, regulations, contracts, and grant agreements and other matters. The purpose of that report is to describe the scope of our testing of internal control over financial reporting and compliance and the results of that testing, and not to provide an opinion on the internal control over financial reporting or on compliance. That report is an integral part of an audit performed in accordance with *Government Auditing Standards* and should be considered in assessing the results of our audit.

Balance Sheet

September 30, 2010
(with comparative totals for 2009)

	2010	2009
ASSETS		
Cash and Cash Equivalents	\$ 9,352,196	\$ 10,882,753
Strategic Development Fund	758,918	757,987
Accounts And Grants Receivable	2,074,287	2,895,477
Advances to Subcontractors	1,564,731	1,966,501
Prepaid Expenses and Other Assets	344,750	266,973
Undesignated Donated Goods	742,217	1,695,626
Property and Equipment, Net	465,773	79,958
Total Assets	\$ 15,302,872	\$ 18,545,275
LIABILITIES AND NET ASSETS		
Liabilities		
Accounts Payable and Accrued Expenses	\$ 3,468,974	\$ 4,230,562
Refundable Advances, Non-Federal	6,611,313	8,238,725
Refundable Advances, Federal	967,253	2,166,575
Total Liabilities	11,047,540	14,635,862
<i>Commitments and Contingencies (Notes 6 And 7)</i>		
Net Assets		
Unrestricted		
Undesignated	1,907,360	942,809
Board Designated	758,918	757,987
Temporarily Restricted	1,589,054	2,208,617
Total Net Assets	4,255,332	3,909,413
Total Liabilities And Net Assets	\$ 15,302,872	\$ 18,545,275

See Notes to Financial Statements.

Statement of Activities

Year Ended September 30, 2010
(with comparative totals for 2009)

	2010			2009
	Unrestricted	Temporarily Restricted	Total	Total
SUPPORT AND REVENUE				
Grants and contributions	\$ 47,482,537	\$ 2,230,286	\$ 49,712,823	\$ 45,643,799
In-kind contributions	511,443	5,241,945	5,753,388	4,073,073
Shipping reimbursables/subsidies	168,196	—	168,196	98,850
Other income	35,933	—	35,933	418,302
Net assets released from restrictions:				
Satisfaction of program restrictions	8,091,793	(8,091,793)	—	—
Total Support and Revenue	56,289,903	(619,563)	55,670,340	50,234,024
EXPENSES				
Program services:				
Creating Economic Opportunities	34,166,012	—	34,166,012	34,675,697
Promoting Social Progress	8,681,704	—	8,681,704	6,868,921
Responding to Natural Disasters	3,531,615	—	3,531,615	409,938
Strengthening Communities and Civil Society	3,178,460	—	3,178,460	2,448,546
Total Program Services	49,557,791	—	49,557,791	44,403,102
Supporting services				
Management and general	5,451,659	—	5,451,659	6,011,856
Development	314,971	—	314,971	311,947
Total Supporting Services	5,766,630	—	5,766,630	6,323,803
Total Expenses	55,324,421	—	55,324,421	50,726,905
Change in net assets	965,482	(619,563)	345,919	(492,881)
NET ASSETS				
Beginning	1,700,796	2,208,617	3,909,413	4,402,294
Ending	\$ 2,666,278	\$ 1,589,054	\$ 4,255,332	\$ 3,909,413

See Notes to Financial Statements.

Statement of Functional Expenses Year

Ended September 30, 2010
(with comparative totals for 2009)

	2010 Program Services					2010 Supporting Services			2010	2009
	Creating Economic Opportunities	Promoting Social Progress	Responding to Natural Disasters	Strengthening Communities & Civil Society	Total Program Services	Management & General	Development	Total Supporting Services	Total	Total
PVO subproject	\$26,379,775	\$ 794,596	\$ 664,236	\$ 2,280,914	\$30,119,521	\$ 26,045	\$ —	\$ 26,045	\$ 30,145,566	\$27,830,599
Operating material support	2,143,134	6,574,518	1,215,472	184,078	10,117,202	1,178,788	727	1,179,515	11,296,717	9,745,726
Salaries and benefits	4,701,831	875,551	628,203	467,728	6,673,313	3,223,484	241,961	3,465,445	10,138,758	9,634,262
Consultants and professional fees	369,563	164,258	561,741	117,486	1,213,048	554,379	51,129	605,508	1,818,556	1,867,210
Travel and related expenses	441,911	151,685	395,044	109,927	1,098,567	324,871	17,673	342,544	1,441,111	1,112,263
Project vehicles and equipment	73,041	45,881	17,863	556	137,341	39,853	—	39,853	177,194	151,675
Telephone and fax	45,704	17,325	18,934	12,294	94,257	66,028	2,392	68,420	162,677	145,850
Shipping and related expenses	3,028	57,634	28,855	144	89,661	27,497	3	27,500	117,161	181,217
Conference and meeting	8,150	256	763	4,777	13,946	10,747	1,086	11,833	25,779	19,544
Unallowables	(125)	—	504	556	935	(33)	—	(33)	902	38,559
Total expenses	\$34,166,012	\$8,681,704	\$ 3,531,615	\$3,178,460	\$49,557,791	\$5,451,659	\$314,971	\$5,766,630	\$55,324,421	\$50,726,905

See Notes to Financial Statements. Program Services Supporting Services 2010.

Statement of Cash Flows

Year Ended September 30, 2010
(with comparative totals for 2009)

	2010	2009
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES		
Change in net assets	\$ 345,919	\$ (492,881)
Adjustments to reconcile change in net assets to net cash (used in) provided by operating activities:		
Depreciation and amortization	139,427	45,361
Allowance for obsolete donated goods	—	(257,336)
Donated goods	(5,241,945)	(4,073,073)
Donated property and equipment	(511,443)	—
Realized and unrealized (gains) on investments	—	(5,358)
Changes in assets and liabilities:		
(Increase) decrease in:		
Accounts and grants receivable	821,190	(1,755,922)
Advances to subcontractors	401,770	86,768
Prepaid expenses and other assets	(77,777)	120,607
Undesignated donated goods	6,195,354	4,960,328
Increase (decrease) in:		
Accounts payable and accrued expenses	(761,588)	59,493
Refundable advances	(2,826,734)	4,088,839
Net cash (used in) provided by operating activities	(1,515,827)	2,776,826
CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES		
Proceeds from sales of investments	—	757,825
Purchases of Strategic Development Fund assets	(931)	(764,687)
Purchases of property and equipment	(13,799)	—
Net cash used in investing activities	(14,730)	(6,862)
Net (decrease) increase in cash and cash equivalents	(1,530,557)	2,769,964
CASH AND CASH EQUIVALENTS:		
Beginning	10,882,753	8,112,789
Ending	\$ 9,352,196	\$ 10,882,753
SUPPLEMENTAL SCHEDULE OF NONCASH OPERATING ACTIVITIES		
Donated goods	\$ 5,241,945	\$ 4,073,073
Donated property and equipment	\$ 511,443	\$ —

See Notes to Financial Statements.

Notes to Financial Statements

NOTE 1. Nature of Activities and Significant Accounting Policies

Nature of activities: Created in 1962 through a unique agreement between the Organization of American States (OAS) and the private sector, the Pan American Development Foundation (the Foundation) is an independent, non-profit organization incorporated in Washington, D.C., that creates public-private partnerships to assist the least advantaged people in Latin America and the Caribbean. The Foundation engages community-based groups, non-governmental organizations (NGOs), municipal governments and the private sector in the process of implementing appropriate solutions for sustainable development. Through these partnerships, the Foundation seeks to achieve excellence and lasting programmatic impact in creating economic opportunities, promoting social progress, strengthening communities and civil society, and responding to natural disasters. These activities are funded primarily through United States government contracts and non-federal grants and contributions.

A summary of the significant accounting policies of the Foundation follows:

Basis of accounting: The accompanying financial statements are presented in accordance with the accrual basis of accounting, whereby, revenue is recognized when earned and expenses are recognized when incurred.

Basis of presentation: The Foundation follows the Not-for-Profit Topic of the Financial Accounting Standards Board Accounting Standards Codification (the Codification). Under this topic, the Foundation is required to report information regarding its financial position and activities according to three classes of net assets: unrestricted net assets, temporarily restricted net assets, and permanently restricted net assets. There were no permanently restricted net assets at September 30, 2010.

Cash and cash equivalents: For purposes of the statement of cash flows, the Foundation considers all highly liquid instruments which have an original maturity of three months or less, to be cash and cash equivalents.

Financial risk: The Foundation maintains its cash in bank accounts which, at times, may exceed federally insured limits. The Foundation has not experienced any losses on such accounts and believes it is not exposed to any significant credit risk on cash and cash equivalents. At September 30, 2010, the Foundation maintained cash deposits totaling \$5,505,578 in Latin America and the Caribbean, which are not insured and are subject to foreign currency fluctuation and potential bank failure. The Foundation periodically assesses the financial condition of the institutions and believes that the risk of any loss is minimal.

Strategic Development Fund: The Strategic Development Fund (the Fund) consisted of cash and cash equivalents as of September 30, 2010. The funds are invested according to the Foundation's investment policy that has been implemented by the Board of Trustees, which the primary objective is the preservation of principle with a high level of liquidity. Interest earned is included in other income in the accompanying statement of activities.

Receivables: Receivables are carried at original invoice amount less an estimate made for doubtful receivables, if necessary, based on a review of all outstanding amounts on a quarterly basis. Management determines the allowance for doubtful accounts by identifying troubled accounts and by using the historical experience applied to an aging of accounts. Receivables are written off when deemed uncollectible. Recoveries of receivables previously written off are recorded when received. There was no provision for doubtful accounts at September 30, 2010.

Advances to subcontractors: Advances to subcontractors, in most cases, consist of amounts provided to subcontractors of \$250,000 or more to execute project objectives within a three-month period.

Undesignated donated goods: Donated goods consist of donated health service equipment and tools inventory and are valued at fair market value at the date of donation. The inventory is capitalized until such time as it is distributed for its particular purpose, at which point it is expensed. The allowance for obsolete inventory is reviewed and calculated annually by management. Each donation is entered with its fair market value and then evaluated for its condition. The allowance is primarily used for computer hardware that is not in workable condition; if a piece of hardware is considered unusable it is then deducted from inventory at the same value in which it was originally booked. There was no provision for obsolete inventory at September 30, 2010.

Property and equipment: Property and equipment are being depreciated using the double-declining method over estimated useful lives of three to five years, with no salvage value. Expenditures for major repairs and improvements are capitalized; expenditures for minor repairs and maintenance costs are expensed when incurred. Upon the retirement or disposal of assets, the cost and accumulated depreciation are eliminated from the respective accounts and the resulting gain or loss is included in revenue or expenses. The cost and accumulated depreciation at September 30, 2010, was \$1,273,615 and \$807,842, respectively.

Valuation of long-lived assets: The Foundation accounts for the valuation of long-lived assets by reviewing such assets for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of an asset may not be recoverable. Recoverability of the long-lived asset is measured by a comparison of the carrying amount of the asset to future undiscounted net cash flows expected to be generated by the asset. If such assets are considered to be impaired, the impairment to be recognized is measured by the amount by which the carrying amount of the assets exceeds the estimated fair value of the assets. Assets to be disposed of are reported at the lower of the carrying amount or fair value, less costs to sell.

Classification of net assets: The net assets of the Foundation are reported as follows:

Unrestricted net assets represent the portion of expendable funds that are available for support of the Foundation's operations.

Board designated net assets are not subject to donor-imposed restrictions (unrestricted), but are designated as to use by the Board of Trustees. The total value of these net assets is the same as the Strategic Development Fund.

Temporarily restricted net assets are restricted by grantors or contributors for specific purposes.

Support and revenue: The Foundation has grants with U.S. government agencies and foreign governments in exchange for services. Support and revenue from the grants is recognized

as costs are incurred on the basis of direct costs plus allowable indirect costs. Grant awards received but not yet expended for the purpose of the grant are reflected as refundable advances in the accompanying balance sheet.

The Foundation reports contributions as temporarily restricted support if they are received with donor or grantor stipulations that limit the use of the donated assets. When a donor restriction expires, that is, when a stipulated time restriction ends or purpose restriction is accomplished, temporarily restricted net assets are reclassified to unrestricted net assets and reported in the statement of activities as net assets released from restrictions.

Financial contributions to support the shipping of health supplies and tools and equipment are recorded as shipping reimbursements/subsidies in the accompanying statement of activities.

In-kind contributions: In-kind contributions include contributions of health supplies and tools, which are recorded at their fair market value at the time of the donation. The Foundation reports those contributions as temporarily restricted support when received as these goods are received with donor stipulations that limit their use. When the goods are designated by the Foundation to a potential recipient, temporarily restricted net assets are reclassified to unrestricted net assets and reported in the statement of activities as net assets released from restrictions.

Functional expenses: The Foundation charges salaries to various programs and supporting services based upon the actual amount of time worked in each area. Fringe benefits and indirect costs are allocated to various programs based on total direct salaries and total direct costs, respectively. The statement of functional expenses is calculated by grouping corresponding natural account numbers to the line items and project codes between program services and supporting services. The amounts represent actual expenses taken from the general ledger.

Transactions in foreign currencies: The Foundation has field offices in various foreign countries which transact business using the local currency of the country in which the field offices is located. Management of the Foundation has determined that the functional currency, as well as the reporting currency of the Foundation and each of the field offices is the U.S. dollar. Accordingly, gains and losses from changes in exchange rates between the functional currency, or the U.S. dollar, and the currency in which the transaction is denominated are recorded as foreign currency transaction gains or losses, as appropriate.

Income taxes: The Foundation is generally exempt from federal income tax under Internal Revenue Code (IRC) Section 501(c)(3). Income, which is not related to its exempt purposes, less applicable deductions, is subject to federal and state corporate income taxes. The Foundation had no net unrelated business income for the year ended September 30, 2010.

Notes to Financial Statements (con't.)

The Foundation has adopted the accounting standard on accounting for uncertainty in income taxes, which addresses the determination of whether tax benefits claimed or expected to be claimed on a tax return should be recorded in the financial statements. Under this policy, the Foundation may recognize the tax benefit from an uncertain tax position only if it is more likely than not that the tax position would be sustained on examination by taxing authorities, based on the technical merits of the position. Management has evaluated the Foundation's tax positions and has concluded that the Foundation has taken no uncertain tax positions that require adjustment to the financial statements to comply with provisions of this guideline.

The Foundation would be liable for income taxes in the U.S. federal jurisdiction. With few exceptions, the Foundation is no longer subject to U.S. federal tax examinations by tax authorities before 2007.

Use of estimates: The preparation of the financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect certain reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from those estimates.

Prior year information: The financial statements include certain prior year summarized comparative information in total but not by net asset class. Such information does not include sufficient detail to constitute a presentation in conformity with accounting principles generally accepted in the United States of America. Accordingly, such information should be read in conjunction with the Foundation's financial statements for the year ended September 30, 2009, from which the summarized information was derived.

Subsequent events: The Foundation evaluated subsequent events for potential required disclosures through March 25, 2011, which is the date the financial statements were available to be issued.

NOTE 2. Strategic Development Fund

The Strategic Development Fund consists of the following as of September 30, 2010 and 2009, respectively:

	2010	2009
Cash and cash equivalents	\$ 758,918	\$ 757,987
Total	\$ 758,918	\$ 757,987

The Strategic Development Fund earned interest income of \$931 and \$12,220 during the years ended September 30, 2010 and 2009, respectively.

NOTE 3. Undesignated Donated Goods

Undesignated donated goods consist of the following inventory on hand as of September 30, 2010 and 2009:

	2010	2009
Tools and equipment	\$ 742,217	\$ 1,695,626
	\$ 742,217	\$ 1,695,626

NOTE 4. Temporarily Restricted Net Assets

Temporarily restricted net assets at September 30, 2010, are available for the following programs:

	Balance Sept. 30, 2009	Additions	Releases	Balance Sept. 30, 2010
Promoting Social Progress	\$ 1,794,426	\$ 5,526,895	\$ 6,499,636	\$ 821,685
Responding to Natural Disasters	97,240	1,945,285	1,577,728	464,797
Strengthening Communities and Civil Society	197,421	50	14,429	183,042
Creating Economic Opportunities	119,531	—	—	119,531
Total	\$ 2,208,617	\$ 7,472,231	\$ 8,091,793	\$ 1,589,054

NOTE 5. Employee Retirement Plans

The Foundation maintains a defined contribution retirement savings plan for all qualified employees who have met certain length of service requirements. The Foundation makes contributions in an amount which equals 10 percent of all full-time permanent employees' base salaries. These contributions are immediately vested. Upon termination, death, or retirement, employees are entitled to the current value of the contributions in their accounts. Retirement saving plan expense totaled \$234,181 for the year ended September 30, 2010, and is included in salaries and benefits in the accompanying statement of functional expenses.

NOTE 6. Commitments and Contingencies

Provisional indirect cost rates: Billings under cost-reimbursable government grants are calculated using provisional rates that permit recovery of indirect costs. These rates are subject to audit on an annual basis by the Foundation's cognizant agency. The audit results in the negotiation and determination of the final indirect cost rates which may create a liability for indirect cost recovery billed in excess of the actual rates or may allow for additional billings for unbilled indirect costs.

The Foundation has instructed its independent auditors to audit the costs related to U.S. government funds for the year ended September 30, 2010, in accordance with Circular A-133 issued by the U.S. Office of Management and Budget (OMB). USAID has yet to audit the rate for the year ended September 30, 2010. Management believes that matters arising from USAID's review of the independent auditor's report for 2010 will not have a material effect on the financial position of the Foundation.

Federal awards: The Foundation participates in a number of federally assisted grant programs, which are subject to financial and compliance audits by the federal agencies or their representatives. As such, there exists a contingent liability for potential questioned costs that may result from such an audit. Management does not anticipate any significant adjustments as a result of such an audit.

Operating lease: The Foundation has a ten year, non-cancelable operating lease with the Organization for American States (See Note 8) for office space which commenced on April 1, 2004. During 2005, an amendment was made to incorporate additional space. The lease was again modified in 2006, 2007, 2008, and 2009 to account for CPI increases in the Washington D.C. area and to increase the term of the lease for a storage space. A lease assumption for additional space was signed through March 31, 2011.

The future minimum payments due under this lease are as follows:

Years Ending September 30,	
2011	\$ 447,178
2012	287,766
2013	287,766
2014	117,345
Total	\$1,140,055

Rent expense for the year ended September 30, 2010, was \$425,951.

Litigation: In the normal course of operations, the Foundation has been involved in various litigation. Management is of the opinion, as of September 30, 2010, that any liability or loss resulting from such litigation will not have a material adverse effect on the financial position, net assets, or cash flows of the Foundation.

NOTE 7. Concentrations of Financial Risk

Major federal grantor: During 2010, the Foundation earned grant revenue of \$26,726,148, through direct grants and pass-through grants from the U.S. Government. The U.S. Government grant funding was predominantly from the United States Agency for International Development (USAID). Revenue earned from USAID represented approximately 94 percent of the total federal revenue recognized by the Foundation for the year ended September 30, 2010.

Foreign operations: The Foundation has field offices in various developing countries, namely Colombia, Haiti and Venezuela, which work with USAID, State Department, and World Bank representatives and with corporate donors, local groups and NGOs on various programs for the purpose of providing assistance to persons displaced by violence, vocational training for low-income people, agro forestry programs to promote soil conservation and reforestation, providing medical equipment and supplies to health care facilities throughout the regions, providing tools for vocational training addressing the most critical needs of disaster victims and to better prepare them for future natural disasters. The future results of these programs could be adversely affected by a number of potential factors such as currency devaluations or changes in the political climate.

NOTE 8. Related Party Transactions

The Foundation, while separate from the Organization of American States (OAS), has a working agreement with OAS (approved by the OAS General Assembly) under which the Foundation received during the year ended September 30, 2010, a grant of \$131,800, consisting of \$98,850 for general support and \$32,950 in temporarily restricted support. In addition, under the agreement, the Permanent Council of the OAS may appoint a representative to the Foundation's Executive Committee and two of the 23 trustees of the Foundation are officials of the OAS General Secretariat.

Comment contribuer

Vos dons font la différence

Des dons individuels aux partenariats institutionnels, une gamme de sources de contribution renforce la capacité de la PADF à aider ceux qui en ont le plus besoin. Les donateurs gouvernementaux et multilatéraux, les fondations, les sociétés privées, et les personnes comme vous sont tous nécessaires pour faciliter notre travail dans l'ensemble de l'hémisphère.

Nous sommes un mécanisme idéal pour les programmes de responsabilité sociale

La PADF offre un excellent mécanisme et des modèles novateurs grâce auxquels les entreprises et les fondations peuvent répondre à leurs besoins essentiels en termes de développement et de gestion des catastrophes à travers l'Amérique latine et les Caraïbes. Grâce à une gestion transparente, à des méthodologies éprouvées et à des relations essentielles qui facilitent et mobilisent les contributions efficacement, les options de responsabilité sociale de la PADF maximisent l'impact et la visibilité de votre société.

Nous accueillons l'opportunité de former un partenariat avec vous

Si vous êtes une fondation ou une agence internationale, la PADF peut vous aider à atteindre vos objectifs hémisphériques par le biais de ses programmes novateurs axés sur les communautés. Pour en savoir plus, veuillez contacter le bureau du développement de la PADF en composant le 202.458.3969, ou par e-mail, à l'adresse : padf-dc@padf.org.

Vos contributions sont déductibles

La PADF est une organisation enregistrée telle que le définit la section 501(c)(3) du code fédéral des impôts. Les contributions faites à la PADF sont généralement déductibles en vertu de la loi des États-Unis. L'applicabilité de ces lois peut varier. C'est pourquoi nous encourageons les donateurs à consulter leurs conseillers fiscaux. Dans d'autres pays, les lois fiscales doivent être consultées concernant la déductibilité d'un don.

Façons de donner à la PADF

En ligne

Donnez en ligne sur www.padf.org ou www.imunitedforhaiti.org.

Chèque ou mandat

Pan American Development Foundation
1889 F Street NW, 2nd Floor
Washington, DC 20006
Tél. : 202.458.3969

Dons par anticipation

Des legs peuvent être faits à la PADF par l'intermédiaire du testament ou de la fiducie entre vifs d'un donateur.

Autres dons

Des dons de titres boursiers, de biens immobiliers à valeur accrue, de propriétés, d'assurance ou de fiducies peuvent également être faits à la PADF en soutien de ses programmes.





PAN AMERICAN DEVELOPMENT FOUNDATION

1889 F Street, NW
Washington, D.C. 20006
Tél. 202.458.3969

www.padf.org
www.imunitedforhaiti.org

Fière d'être affiliée à



Organization of
American States

À propos de la PADF

La Fondation Panaméricaine de Développement rassemble toutes les parties prenantes pour améliorer les moyens de subsistance, agir face aux catastrophes naturelles, autonomiser les communautés, renforcer la société civile, défendre les droits humains et protéger l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La PADF œuvre en Haïti depuis près de 30 ans. La PADF, une organisation non gouvernementale sans but lucratif, est présente dans chaque pays de la région. En 2010, ses programmes ont touché plus de 10 millions de personnes dans 22 pays.

Le siège de la PADF se trouve à Washington et la Fondation est affiliée à l'Organisation des États Américains.

